

**Déclaration sur la situation au LIBAN**  
**Addis-Abeba (Éthiopie) – Siège de l'Union africaine | 10-11 avril 2017**

**La Commission politique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie :**

- RAPPELANT** que le Liban subit les retombées des crises régionales, commençant par le conflit israélo-palestinien en 1948, puis par la guerre civile de 1975 à 1990, et depuis 2011 de la guerre syrienne qui risque de durer encore très longtemps ;
- CONSIDÉRANT** que ce petit pays de 4 millions d'habitants ne peut supporter la présence de 400 000 réfugiés palestiniens depuis 1948 ainsi que 1,5 millions de réfugiés syriens depuis 2011, avec tous les dangers que cela représente (santé, sécurité, extrême pauvreté menant souvent à l'extrémisme et au terrorisme) ;
- EXHORTE** les partis politiques libanais à ne pas s'ingérer dans la crise syrienne, et à faire passer l'intérêt suprême du Liban souverain avant tout autre intérêt qui servirait une puissance étrangère (arabe, iranienne ou internationale) avant celle du Liban ;
- EXHORTE** les dirigeants d'organiser les élections législatives dans les délais constitutionnels ;
- APPELLE** la communauté internationale à aider les autorités légales libanaises (gouvernement, forces armées, etc.) à combattre le terrorisme et à gérer le problème des réfugiés.